

Domaine Public

1 8 6 4

Edition PDF
du 05 avril 2010

Les articles mis en ligne
entre le 31 mars 2010 et
le 05 avril 2010

**Analyses,
commentaires
et informations sur
l'actualité suisse.**

Depuis 1963, un
point de vue de
gauche, réformiste
et indépendant.
En continu, avec
liens et réactions sur
domainepublic.ch

Dans ce numéro

Réforme du Conseil fédéral : Pour qu'il soit dit
Le gouvernement fait le minimum syndical pour réviser
son propre fonctionnement
(André Gavillet)

Le déclin de la gauche helvétique
Qui trop embrasse mal étreint
(Jean-Daniel Delley)

**Assainir l'assurance-chômage
grâce au dispositif en place**
La 4ème révision fait fi du frein
à l'endettement qui figure déjà dans la loi
(Jean Christophe Schwaab)

La Suisse face à la guerre d'Algérie
Un pan d'histoire politique et diplomatique qui a
suscité les passions (Invité: Pierre Jeanneret)

Etre esclave à Cuarny (VD)
Balade archéologique en terre vaudoise
(André Gavillet)

Réforme du Conseil fédéral : Pour qu'il soit dit

Le gouvernement fait le minimum syndical pour réviser son propre fonctionnement

André Gavillet (05 avril 2010)

Le Conseil fédéral a rendu sa copie sur le sujet qui lui était imposé depuis 2004 par mandat du Parlement: repenser sa propre organisation. Que propose-t-il? Porter à deux ans la durée de la présidence, au pouvoir de coordination renforcé, et augmenter le nombre de secrétaires d'Etat. Impossible, sans rendre une feuille blanche, de faire plus minimal que cette réformette. Mais la feuille blanche, les experts n'apprécient pas. Ils y voient une provocation et un mépris affiché. Le minimum désamorce poliment le refus: il prouve hypocritement qu'on a fait un effort pour qu'il soit dit.

A la décharge du Conseil fédéral, rappelons que le Parlement ne manifeste pas, lui non plus, une vision claire de la réforme de l'exécutif; en 2004, il avait rejeté l'introduction d'un gouvernement à deux cercles, avec création de ministres délégués.

Le Conseil fédéral répugne à faire analyser par des experts compétents son propre fonctionnement. Ce serait pourtant la première démarche d'une méthode ordinaire. Il ne met pas plus de conviction à faire étudier la portée constitutionnelle et pratique des options de réforme.

Pour les secrétaires d'Etat, la légitimité de leur pouvoir n'est pas clairement établie (cf. DP 1860). Quant à la présidence, même symboliquement renforcée, elle entre non pas en conflit mais en besoin de coordination avec les affaires extérieures. Comment assurer cette complémentarité?

Il ne peut y avoir de débat sans documentation, évaluation, propositions dont la portée est analysée. A défaut, ce ne sera que faux semblant. Mme Widmer-Schlumpf est chargée de présenter pour le mois de juin un message additionnel. En deux mois, pour qu'il soit dit.

Le déclin de la gauche helvétique

Qui trop embrasse mal étreint

Jean-Daniel Delley (05 avril 2010)

Après les élections municipales zurichoises, les élections cantonales bernoises confirment l'érosion de l'électorat socialiste, un phénomène qui a débuté il y a plusieurs années déjà. Alors que la gauche socialiste et verte voit ses magistrats triomphalement reconduits au gouvernement cantonal, elle perd significativement du terrain au Grand Conseil. Au contraire de l'UDC qui peine à conquérir des responsabilités à l'exécutif, mais continue sa progression au Parlement. A signaler, c'est nouveau, que les

Verts ne profitent pas du recul socialiste: cette fois, ce sont les Verts libéraux qui en bénéficient, ainsi que les bourgeois démocrates d'Eveline Widmer-Schlumpf. A cet égard, Berne ne fait que confirmer une tendance lourde.

A terme, ce grand écart n'est pas viable. Des magistrats progressistes, même de qualité, ne peuvent répondre aux espoirs mis en eux sans un soutien parlementaire substantiel. Pas plus que des succès référendaires tel que le récent rejet de la réduction du

taux de conversion, peut-être prochainement de la révision de l'assurance chômage.

Les propositions de thérapie ne manquent pas qui toutes visent à remettre les socialistes helvétiques dans la course, avec en ligne de mire les élections fédérales de 2011. L'une des plus prisées, en particulier en Suisse romande, en appelle à une meilleure écoute de l'électorat populaire, dont les préoccupations auraient été négligées par une gauche tout à la fois élitaire et idéologiquement molle, parfois

même contaminée par les sirènes néo-libérales. Il s'agit de reconquérir cet électorat, largement séduit par l'UDC, en affichant des positions plus clairement à gauche. Les plus radicaux des partisans de cette thérapie vont même jusqu'à préconiser le retrait du Conseil fédéral.

Cette stratégie de durcissement idéologique fait pourtant fi des préférences de l'électorat courtisé. Pour attirer cet électorat - les salariés les moins formés du tertiaire et de l'industrie -, le PS devrait se rapprocher des positions nationalistes sur les dossiers européen, des étrangers et de la sécurité (comme le montrent les graphiques disponibles sur notre site). Tout le contraire donc d'un gauchissement par rapport à la ligne socialiste actuelle. C'est ce que suggère le politologue zurichois Fabio Wasserfallen.

Aujourd'hui, socialistes et Verts font cohabiter des revendications social-libérales et conservatrices: l'adhésion à l'Union européenne, une

politique migratoire et des étrangers libérale, un intérêt modéré pour les problèmes de sécurité d'une part, et la défense des plus faibles par le biais du maintien des acquis de l'Etat social d'autre part. Or la cohérence de cette conjugaison apparaît de moins en moins évidente. L'équilibre reste précaire entre les intérêts d'un électorat urbain et culturellement ouvert et ceux d'un électorat populaire, que représentent les syndicats, plus soucieux de protéger l'emploi contre le libre marché et la libre circulation des personnes imposés par Bruxelles. Il brouille le message d'une gauche qui perd du terrain face aux Verts libéraux et à l'UDC. L'ambition d'un Peter Bodenmann, président du PSS dans les années 90, de réduire l'extrême gauche à l'insignifiance en réunissant toutes les forces progressistes fût peut-être une erreur.

Alors pourquoi pas deux formations politiques à gauche, s'interroge Fabio Wasserfallen? L'une, social-conservatrice, qui pourrait damer le pion à l'UDC

en défendant des positions clairement favorables aux salariés modestes en matière sociale, fiscale et économique. L'autre, social-libérale, qui pourrait mordre sur l'électorat progressiste des radicaux et des démocrates-chrétiens. Ainsi l'électorat aurait un choix clair entre des programmes plus cohérents et la politique antisociale de l'UDC apparaîtrait au grand jour.

Il est difficile d'évaluer l'impact réel d'un tel scénario. Un scénario qui a pourtant le mérite d'ouvrir un débat trop longtemps occulté par la gauche : pourquoi deux formations - socialistes et Verts - dont les programmes se recoupent largement mais qui ne sont pas exempts de contradictions (cf. DP 1852)? Comment résister à la progression constante de l'UDC? Comment attirer une partie de l'électorat de deux formations - les partis libéral-radical et démocrate-chrétien - elles aussi frappées par une érosion durable?

Assainir l'assurance-chômage grâce au dispositif en place

La 4ème révision fait fi du frein à l'endettement qui figure déjà dans la loi

Jean Christophe Schwaab (02 avril 2010)

La campagne référendaire sur la 4ème révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) s'ouvre avec en toile de fond un déficit structurel abyssal: plus de 900 millions de francs par an.

Ce déficit n'a cessé de se creuser depuis la révision précédente de la LACI,

acceptée par le peuple en 2002. Cette révision (la 3ème), qui tablait sur une moyenne d'environ 100'000 chômeurs sur l'ensemble d'un cycle conjoncturel, avait abaissé les cotisations paritaires de 3 à 2%, estimant que ce niveau de prélèvement serait amplement suffisant pour équilibrer les comptes de l'assurance-

chômage (AC) et réduire sa dette. Quelques années plus tard, ces prévisions se sont avérées beaucoup trop optimistes: le message du Conseil fédéral concernant la révision désormais attaquée en référendum table plutôt sur une moyenne d'environ 125'000 chômeurs. Malgré le retour de la bonne conjoncture

et la baisse du chômage jusqu'en 2008, l'assurance-chômage n'a donc pas pu commencer à rembourser ses dettes. Et, avec la nouvelle poussée du taux de chômage, la dette a explosé. Alors qu'elle se montait à 4,8 milliards de francs en 2007, elle atteindra 9 milliards à la fin de cette année.

Un assainissement s'avère donc nécessaire, ne serait-ce que pour protéger cet important stabilisateur automatique qu'est l'AC. En effet, une assurance sociale endettée est vulnérable face aux attaques de la droite dure, qui ne manque pas de sauter sur l'aubaine des déficits pour mener à bien son programme d'amaigrissement de l'Etat social. Cela est d'autant plus vrai pour une assurance sociale qui s'adresse à une minorité de la population. Une minorité qui a, aux yeux de nombreux Suisses, le «grave défaut» d'être sans emploi. On a pu le constater avec l'assurance-invalidité, qui n'a pu être assainie qu'après une première

cure de réduction des prestations et avec la promesse qu'un second train de mesures d'économie ne se ferait pas attendre.

Pourtant, la situation financière de l'AC ne saurait justifier les réductions de prestations imposées aux forceps par la majorité bourgeoise du Parlement. En effet, la législation actuelle contient déjà un mécanisme d'assainissement : si la dette de l'AC dépasse 2,5% de la masse salariale soumise à cotisation, le Conseil fédéral doit augmenter les cotisations paritaires de 0,5% et introduire une cotisation de solidarité de 1% sur les hauts salaires (art. 90c LACI), ce qui rapporterait environ 1,3 milliards par an supplémentaires à l'AC.

Parallèlement, le gouvernement doit initier une révision de la LACI pour trouver des recettes nouvelles, par exemple une augmentation du salaire assuré. Grâce à ce mécanisme, qui devra entrer en vigueur en 2011 si la révision

de la LACI échoue dans les urnes, l'AC pourrait être assainie en 6 à 8 ans... soit 10 ans de moins que ce qui est prévu avec la révision actuellement contestée ! Or, sur une période aussi longue, l'AC aurait à subir en moyenne deux récessions propices à de nouveaux déficits et donc à de nouvelles attaques contre le niveau des prestations.

La 4ème révision de la LACI n'est donc guère utile, car les comptes de l'AC peuvent être rééquilibrés uniquement à l'aide du dispositif actuellement en vigueur. Cependant, la droite et les organisations patronales, déjà responsables du déficit actuel par leur soutien à la baisse des cotisations de 2002, semblent vouloir tout faire pour que le mécanisme de frein à l'endettement de l'art. 90c LACI n'ait pas à entrer en vigueur. Une réaction peu cohérente avec leurs positions habituellement favorables aux freins à l'endettement en matière de finances publiques.

La Suisse face à la guerre d'Algérie

Un pan d'histoire politique et diplomatique qui a suscité les passions

Invité: Pierre Jeanneret (31 mars 2010)

La soutenance de sa thèse représente pour le doctorant l'aboutissement d'un travail de longue haleine requérant beaucoup de persévérance, et donc un moment de légitime émotion. Au-delà du rite académique, sous ses formes un peu surannées, cette cérémonie publique permet de

juger, au travers de la défense du candidat et des remarques de son directeur et de ses experts, des qualités d'une recherche universitaire, parfois aussi des faiblesses et lacunes de celle-ci. Disons-le d'emblée, ces dernières sont secondaires dans le travail présenté par le jeune historien valaisan

Damien Carron, longtemps collaborateur des Documents diplomatiques suisses et actuellement Délégué à la recherche à la Fondation Formation universitaire à Distance Suisse. Sans attendre la publication de son texte – que l'on souhaite prochaine – rendons compte de la

présentation, le mercredi 17 mars à l'Université de Fribourg, d'un sujet qui avait passionné l'opinion publique suisse, alémanique et davantage encore romande.

Le titre de la thèse, *La Suisse officielle face à la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962). Implication, perception, retombées*, est sans doute un peu réducteur et gagnerait à être modifié en vue de la publication. Damien Carron, qui n'en est pas à son coup d'essai, ne laisse en effet pas complètement de côté des aspects du problème comme la publication d'opuscules et ouvrages pro-algériens (Henri Cornaz, Nils Andersson), le rôle de journalistes (Charles-Henri Favrod, Marie-Madeleine Brumagne) dans la modification de la perception de la question algérienne par une opinion publique suisse a priori très francophile (1), l'accueil de réfractaires français et de militants FLN clandestins, voire l'aide directe au FLN (ainsi l'affaire Jean Mayerat, arrêté en 1960 alors qu'il tentait d'introduire en France des exemplaires du *Moudjahid*), ou encore d'autres formes de soutien à la cause de l'indépendance. Sous-jacents dans le travail dont nous rendons compte ici, ces sujets ont déjà été bien défrichés, grâce aussi à Carron lui-même (2).

Il se concentre donc sur la Suisse officielle, celle du pouvoir politique (3). Son intérêt pour ce sujet a été suscité notamment par l'importance des fonds aux Archives fédérales (qui témoignent du poids, tant politique qu'économique, de ces relations helvético-franco-

algériennes» dès 1830 et jusqu'à l'indépendance, et même au-delà). Il a été ravivé par le renouveau de l'historiographie de la guerre d'indépendance, sujet resté longtemps tabou tant en France qu'à Alger: en particulier grâce aux travaux de Gilbert Meynier, Benjamin Stora, de Pierre Vidal-Naquet et de Raphaëlle Blanche sur la torture. Enfin il a été porté par la vague de commémorations en 2002 (40e anniversaire des Accords d'Evian) et 2004 (pour les 50 ans de l'insurrection de la Toussaint).

Des relations complexes, vu la présence en Algérie d'une forte colonie suisse depuis la conquête (le cas d'Henry Dunant a été étudié dans d'autres travaux récents): deux mille individus dont la Confédération avait mission de protéger la vie et les intérêts économiques. Leurs représentants les plus puissants, comme le grand propriétaire viticole Borgeaud, ont certes tenté d'influer, par le biais du consul, sur la politique du Conseil fédéral, mais sans résultat notable. Ce même Borgeaud a d'ailleurs su mettre tôt à l'abri ses biens... A contrario, la présence d'une forte communauté algérienne en Suisse, et notamment de membres du FLN dans notre pays, ne laissait pas de faire craindre des réactions françaises. Lausanne par exemple était un véritable centre d'activité du mouvement indépendantiste. Les autorités suisses ont donc été constamment confrontées à un dilemme: quelles limites fallait-il mettre à la tolérance à l'égard de ses activités politiques, sans mécontenter notre puissant voisin, et sans

froisser non plus les Etats arabes comme l'Egypte de Nasser, où la Suisse avait de gros intérêts économiques?

Comme D. Carron le dit (il y consacre un chapitre entier dans sa thèse), l'affaire Dubois, véritable «bombe» dans la vie politique suisse, fut un moment de rupture, tant par la gravité des faits que par leur issue tragique. Rappelons que ce scandale révélait à l'opinion publique la collusion entre les services secrets suisses et français, et l'action de ces derniers sur notre territoire. Il poussera au suicide, le 23 mars 1957, le procureur général de la Confédération, le socialiste René Dubois. Il est certain que ce fut là un moment charnière dans la perception officielle suisse du conflit algérien. Il en résulta une plus grande tolérance envers les activités des ressortissants algériens et des pays arabes. Surtout, le Conseil fédéral – ou du moins son représentant le plus éclairé – acquit alors la conviction que la question algérienne ne pourrait se résoudre que par la négociation, et non par les armes. Cette conviction l'amena à offrir les bons services de la Confédération, comme intermédiaire en vue de l'ouverture de pourparlers.

Sans recommencer ici le débat sur le rôle de l'individu dans l'Histoire, notons en effet que tant le candidat que les experts se sont accordés pour souligner la place de premier plan qu'occupait le conseiller fédéral Max Petitpierre. Sans doute ses liens personnels avec l'entourage du général de Gaulle l'ont-ils amené à une analyse plus subtile et réaliste que celle de ses collègues. Un Paul Chaudet par exemple,

profondément marqué depuis les années 30 par une grille de lecture anticomuniste, voyait dans le FLN le fer de lance d'une offensive communiste contre l'Europe. C'était la perception de l'Etat-Major et des services de renseignement de l'armée suisse. L'attitude de Petitpierre relevait aussi de son postulat «neutralité – solidarité» dont on sous-estime peut-être aujourd'hui le contenu. Sous son égide, et presque à l'insu des autres conseillers fédéraux mis souvent devant le fait accompli, le diplomate Olivier Long fut la cheville ouvrière de la préparation aux négociations qui aboutirent aux Accords d'Evian du 18 mars 1962. Cette diplomatie secrète était-elle bien démocratique? La question peut certes être posée. Il ne faudrait cependant pas oublier les menaces sérieuses qui pesaient alors, en plein essor de l'OAS, sur les négociateurs et tous ceux qui les soutenaient (ainsi l'assassinat du maire d'Evian, et les imposantes mesures de protection policière et militaire des délégués algériens logés au Signal-de-Bougy sur la Côte vaudoise). Jamais plus, après 1962, la Suisse ne jouera un rôle d'intermédiaire d'une telle ampleur dans des négociations internationales. Rappelons aussi, à propos de la politique d'ouverture de Petitpierre, que c'est à cette époque que se mettent en place les structures qui aboutiront à la DDC (Division Développement et Coopération).

Il convient de relever un autre apport de cette étude. D. Carron décrypte avec finesse l'analyse politico-économique, singulièrement perspicace, que font les dirigeants algériens de

la Suisse. Pour eux, la neutralité helvétique n'est qu'un paravent. Le Conseil fédéral fait de l'administration. Le vrai pouvoir est aux mains du *Vorort* et des industriels, et le gouvernement va dans le sens des intérêts de ceux-ci. Mais les leaders du FLN savent utiliser à leur profit l'opportunisme de banquiers réalistes: ceux-ci ont joué un rôle très important dans le transfert des taxes révolutionnaires prélevées de gré ou de force auprès des 400'000 travailleurs/résidents algériens en France. Une forte présence d'immigrants qui, soit dit en passant, inquiète les autorités: vu la répression croissante de la police française envers les Arabes et la multiplication des attentats de l'OAS, elles craignent un afflux de réfugiés dans une Suisse alors marquée (le phénomène n'est pas nouveau!) par une forte défiance envers les musulmans.

Peut-être l'auteur aurait-il pu, à côté de la Suisse officielle, accorder une place plus importante à la Suisse officieuse, qui est un prolongement de celle-ci. Il consacre cependant de nombreuses pages à la presse, encore plus importante à une époque où les journaux étaient un prolongement des partis politiques. Des conseillers fédéraux ne téléphonaient-ils pas à la rédaction de la *Neue Zürcher Zeitung* pour suggérer la publication d'un article? Certes, une étude exhaustive de ce média constituerait un autre sujet de thèse en soi, vu le rôle considérable qu'ont joué les journaux, on l'a dit, dans l'évolution de l'opinion helvétique. Laissons de côté la presse d'extrême droite,

comme *Le Nouvelliste* d'André Luisier, acquise aux thèses de l'Algérie française et même sympathisante de l'OAS. Et celle de l'extrême gauche: *la Voix Ouvrière* du PST/POP, avec lequel le FLN ne cherche pas le contact, pour éviter absolument d'être taxé de communisme, cela alors même que le Parti du Travail, proche du PCF, fait preuve d'une grande frilosité envers le problème algérien. Ce qui contribuera à éloigner de lui une génération de jeunes militants anticolonialistes. On relèvera que la presse de l'Alliance des Indépendants de Duttweiler fut la première à s'engager aux côtés des Algériens. Quant à l'attitude ambiguë des dirigeants du PSS (au nom de la solidarité socialiste avec le gouvernement de Guy Mollet), elle fut vivement dénoncée dans *Le Peuple—La Sentinelle* par les articles de Jules Humbert-Droz sur l'expédition de Suez ou l'aval donné à l'action des paras à Alger et à l'usage systématique de la torture. L'auteur s'interroge avec raison sur les différences qui auraient existé entre les organes de presse alémaniques et romands. Il constate plutôt une focalisation sur des points différents. L'opinion publique et les journaux suisses allemands ont été fortement sensibilisés par la question des jeunes hommes (souvent mineurs) engagés dans la Légion étrangère. Lors d'un procès en 1959, plusieurs d'entre eux ont raconté des scènes de torture en Algérie. En Suisse romande, sans doute plus touchée encore par le conflit algérien du fait de sa proximité linguistique et culturelle avec la France, le contact avec les réfractaires et

déserteurs français, ainsi qu'avec les étudiants algériens en exil, notamment à Lausanne, fut incontestablement un élément fort de la prise de conscience politique de toute une génération, que l'on retrouvera dans les événements de Mai 68 et dans diverses militances de gauche (4).

Pour revenir à la Suisse officielle stricto sensu, qui est le point nodal de cette riche thèse, on peut dire que les autorités suisses affichèrent tout au long du conflit une attitude ambiguë, oscillant entre d'une part pragmatisme, opportunisme, voire suivisme, et d'autre part une véritable vision stratégique.

Cette politique a-t-elle, notamment sur le plan économique, porté ses fruits après l'Indépendance? Oui dans un premier temps, au début de la République algérienne de Ben Bella. Puis tout changea avec le coup d'Etat de Boumedienne en

1965 et l'accession au pouvoir de l'armée des frontières, qui n'avait pas signé les Accords d'Evian et les considérait comme une trahison. La nationalisation des biens des Suisses en Algérie (qui comme l'écrasante majorité des pieds-noirs se sont exilés), la présence en Suisse d'opposants algériens comme Aït Ahmed, enfin la question du trésor du FLN empoisonneront les rapports entre la Suisse et l'Algérie jusqu'en 1969. L'auteur n'a pas souhaité aller au-delà de cette date dans son examen des rapports entre les deux pays.

En bref, voilà un travail très riche, basé sur une abondante documentation, que l'auteur maîtrise, bien écrit et souvent même palpitant. Il fera date dans l'historiographie déjà abondante relative à une guerre coloniale qui n'a cessé d'aviver les passions des témoins et acteurs, et parfois celles des historiens eux-mêmes.

1. Cf. Souad Von Allmen Metral, *Les plumes de l'indépendance. Des journalistes en Suisse romande pendant la Guerre d'Algérie*, mém. lic. Fac. Lettres, Uni GE, 1995.
2. Voir notamment «*De la réédition de La Question à l'édition de La Pacification. Premiers contacts et premiers engagements avec les nationalistes algériens (avril 1958–février 1960)*», in *Livre et militantisme. La Cité Editeur 1958–1967*, Lausanne, Ed. d'en bas, 2007, pp. 31–67.
3. On ne saurait passer ici sous silence les travaux précurseurs de Marc Perrenoud, en particulier «*La Suisse et les accords d'Evian*», *Politurbis*, No 31, 2/2002 (publication du DFAE).
4. Cf. Pierre Jeanneret, «*Le Mouvement démocratique des étudiants*», in *Contestations et Mouvements 1960-1980*. pp. 43-84, AEHMO/Ed. d'en bas, No 21, 2005, pp. 43-84.

Etre esclave à Cuarny (VD)

Balade archéologique en terre vaudoise

André Gavillet (04 avril 2010)

L'espace qui correspond aux limites géographiques du Canton de Vaud s'est significativement enrichi, durant ces trente dernières années. L'archéologie y a été stimulée par les chantiers ouverts pour répondre à l'expansion économique, notamment par ceux des tracés autoroutiers. L'archéologie a

connu, elle aussi, ses Trente Glorieuses! Elles ont correspondu à l'activité de l'archéologue cantonal Denis Weidmann. Son départ à la retraite a été l'occasion, lui rendant hommage, de la publication d'un in folio à l'archéologie en terre vaudoise (*Archéologie en terre vaudoise*, Infolio éditions, Gollion, 2009), qui présente les

découvertes faites, allant de la période paléolithique au Haut Moyen Age. Quelques-unes sont de portée nationale, l'amphithéâtre de Nyon, les deux grands mausolées d'Avenches, au lieu-dit En Chaplix.

Le réseau des sites vaudois est dense, donnant à la promenade

comme une profondeur de champ. Ainsi, dans les hauts d'Yverdon, l'église d'Ursins et ses soubassements romains, où fut trouvée une remarquable tête de Bacchus (ou de Priape ?) à la moustache artistement soignée comme sa barbe tressée en six mèches bouclées.

A proximité encore, aux environs de Pomy, a été découverte une canalisation d'eau, faite de fûts de sapin blanc percés. Encore un signe qui nous rend familier un quotidien d'il y a deux mille ans.

Mais tout aussi proches, à quelques pas, près de Cuarny, ont été trouvés des outils agricoles, fourches, tarière, grille de cuisson, et des entraves. Le commentaire de cette découverte est sobre : "*A vocation essentiellement agricole, les outils appartiennent à l'équipement habituel d'une ferme*". Les esclaves, on le sait, faisaient partie de l'exploitation d'une ferme, d'une villa. Mais les entraves n'étaient pas des outils: elles privaient celui à qui elles étaient appliquées de toute possibilité de fuite.

Précaution ou punition. Car les entraves de Cuarny sont étroites, au point qu'elles ne laissent à celui à qui elles sont imposées aucune possibilité de se déplacer et de travailler, si ce n'est debout.

Les courbes de ce paysage d'approche du lac de Neuchâtel sont toujours les mêmes, si belles. Mais leur enrichissement historique change leur douceur d'aquarelle. Ces entraves, outils agricoles.